



Ordonnance relative à la formation continue et à la supervision des catéchètes

du 15 octobre 2008

La présente ordonnance correspond dans ses grandes lignes à la réglementation applicable à la formation continue et à la supervision des pasteurs et pasteuses dans le canton de Berne.

Le Conseil synodal recommande l'application des présentes dispositions par analogie à la formation continue et à la supervision des catéchètes. Les dispositions de la présente ordonnance relatives aux prestations des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, notamment lorsqu'il s'agit du versement de subsides et des conditions cadre qui le déterminent (droit aux prestations, procédure), s'appliquent aussi obligatoirement aux catéchètes. Les paroisses sont libres de recourir à l'offre des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure en ce qui concerne la participation à la procédure d'octroi de congés d'études (art. 12 et 13).

Le Conseil synodal,

vu l'art. 27 du règlement concernant la formation continue et la supervision du 27 mai 2008 (règlement concernant la formation continue)¹,

arrête:

I. Formations continues de courte durée

Art. 1 Subsides

¹ Pour les prestations de formation proposées par les Eglises nationales réformées de Suisse, les subsides versés s'élèvent au maximum à Fr. 160 par jour et jusqu'à Fr. 800 par an, pour les formations proposées par des prestataires externes, ces montants sont au maximum de Fr. 80 par jour et jusqu'à Fr. 400 par an. Les jours de cours entamés comptent

¹ RLE 59.010. Voir également: RIE III.1.2 réglementation (tabellaire) de la formation continue et de la supervision et RIE III.1.2.1 exemples de calcul des subsides pour formation de longue durée Ides collaboratrices et collaborateurs de l'Eglise.

comme des jours entiers.

² En cas de cumul avec l'année consécutive ou précédente, le montant maximal est augmenté en conséquence.

³ Les subsides sont versés pour l'ensemble des coûts de formation (frais de cours proprement dits, logement et nourriture, dans le cas de voyages d'études à l'étranger, également les frais de déplacement).

⁴ Les subsides peuvent être répartis sur différents cours jusqu'à concurrence du montant maximal.

⁵ Si une offre de formation continue a déjà été subventionnée par un service de l'Eglise (notamment les offres du secteur Catéchèse des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure), la part personnelle restante nécessaire pour couvrir les frais ne fait pas l'objet de subsides supplémentaires.

Art. 2 Marche à suivre

¹ Les catéchètes présentent à leur autorité préposée une demande pour suivre la formation continue désirée.

² Une fois l'autorisation délivrée, elles ou ils s'inscrivent directement auprès du prestataire d'une formation continue.

³ Au plus tard deux mois après la fin de la formation continue, elles ou ils adressent leur demande de versement des subsides alloués au Service de la formation continue (FCM). Ils utilisent à cet effet le formulaire „Formation continue de courte durée“, auquel doivent être joints:

- une copie de la facture,
- une copie du reçu attestant le montant acquitté,
- un bulletin de versement pour le paiement du subside ou les indications exactes d'un compte.

⁴ Pour les catéchètes relevant du territoire des Eglises de Berne-Jura-Soleure et qui fréquentent un cours organisé par le Service de la formation continue (FCM), les subsides sont directement pris en compte. Le formulaire doit être présenté au Service de la formation continue (FCM) dans le délai prévu à l'al. 3, faute de quoi le montant déduit sera facturé.

Art. 3 Formation continue en cas d'absence d'emploi après l'obtention du diplôme

¹ Les catéchètes dont l'éligibilité a été reconnue par les Eglises réformées Berne-Jura-Soleure et domiciliés sur le territoire du ressort de l'Eglise, qui n'ont pas encore trouvé d'emploi en dépit d'efforts avérés, peuvent être autorisés à suivre une formation continue et bénéficier de subsides pendant les cinq premières années suivant l'obtention du diplôme.

² Dans chaque cas, il y a lieu d'examiner si les autres possibilités d'obten-

tion de subsides pour des formations continues ont été épuisées.

³ Seuls sont subventionnés des cours proposés par des services de formation continue ecclésiastiques. Les formations continues de longue durée et les supervisions ne sont pas susceptibles d'être subventionnées.

⁴ Les conditions-cadres (nombre de jours de formation continue par an, montant maximal des subsides, etc.) sont les mêmes que celles des „formations continues de courte durée“.

⁵ Les demandes de subsides doivent être présentées avant la fréquentation d'une session de formation continue au Service de la formation continue (FCM) qui les transmet à la direction du secteur Catéchèse pour décision.

II. Formations continues de longue durée

Art. 4 Généralités

¹ En principe, les offres de cours dispensés sur une durée excédant 15 jours sont réputées formations de longue durée.

² Il est possible de déroger à la disposition de l'alinéa 1 dans le cas suivant: La catéchète/le catéchète occupe un poste à temps partiel et ne consacre pour sa formation continue qu'un temps de travail conforme à la prescription de l'art. 7 al. 1 du règlement concernant la formation continue. L'autorité préposée doit confirmer cet état de fait auprès du Service de la formation continue (FCM). Dans ce cas, le financement de la formation correspond à celui d'une «formation de courte durée».

Art. 5 Remplacement

L'autorité préposée veille à assurer le remplacement lorsque la formation continue entraîne des absences allant jusqu'à 15 jours par an.

Art. 6 Subsides: généralités

¹ L'octroi de subsides pour une formation continue de longue durée est indépendant du taux d'occupation de la catéchète/du catéchète.

² Pour les formations continues modularisées, les subsides peuvent être alloués pour une période de quatre ans au plus. Sont aussi considérées comme des formations modularisées de longue durée les formations MAS².

³ Les subsides sont alloués dans l'ordre d'arrivée des demandes.

² Master of Advanced Studies (études post-diplôme, certificat, diplôme, master)

⁴ Si le délai d'attente minimal prévu entre les formations continues n'est pas respecté (art. 24 al. 2 du règlement concernant la formation continue), il y a lieu d'accorder la priorité aux autres demandes présentées en même temps.

Art. 7 Subsidés: montants

¹ Le budget prévoit la mise à disposition d'un montant total de Fr. 9'000 par année pour les catéchètes qui commencent une formation continue de longue durée.

² Le montant du subside varie selon le genre de formation continue de longue durée.³

a) formations continues de longue durée effectuées sur mandat des Eglises nationales réformées de Suisse ou celles dispensées par des secteurs des services généraux de l'Eglise, reconnus comme prestataires:

au maximum 60 % des frais jusqu'à Fr. 1'500 par an au plus, pendant une durée maximale de 4 ans,

b) formations continues de longue durée proposées par d'autres organisations:

au maximum 60 % des frais jusqu'à Fr. 1'000 par an au plus, pendant une durée maximale de 4 ans,

c) formations continues sanctionnées par un certificat ou un diplôme sur mandat des Eglises nationales réformées de Suisse, suivies d'une manière concentrée sur une année civile:

au maximum 60 % des frais jusqu'à Fr. 3'000 au plus.

³ Il n'est pas alloué de subsides pour des formations de longue durée d'un montant inférieur au montant annuel prévu pour des formations de courte durée.

⁴ Si la totalité des crédits disponibles pour les formations de longue durée a été épuisée, la formation continue peut être subventionnée par le biais du montant prévu pour les "formations de courte durée". Toutefois, la formation doit être traitée comme une formation continue de longue durée, avec toutes les conditions qui y sont liées.

Art. 8 Marche à suivre

¹ Les catéchètes présentent à leur autorité préposée une demande pour suivre une formation continue de longue durée.

² Le formulaire "formation continue de longue durée" doit être remis au plus tard trois mois avant le commencement d'une formation continue de

³ Exemples de calcul v. RIE III.1.2.1.

longue durée au Service de la formation continue (FCM), qui fixe, d'entente avec la direction du secteur Catéchèse, le montant du subside.

³ Si une demande est déposée moins de trois mois avant le commencement d'une formation continue, les subsides alloués porteront tout au plus sur d'éventuelles autres années de formation continue de longue durée.

⁴ Le Service de la formation continue (FCM) fait part de la décision prise à la catéchète/au catéchète ainsi qu'à l'autorité qui lui est préposée.

⁵ Les participantes et les participants à une formation continue de longue durée règlent les factures respectives et demandent le versement du montant du subside au plus tard jusqu'au 1^{er} décembre de l'année concernée, respectivement, lors de formations sur plusieurs années, annuellement jusqu'au 1^{er} décembre auprès du Service de la formation continue (FCM). Ils y joignent:

- une copie de la facture,
- une copie de la quittance du montant acquitté,
- un bulletin de versement pour le paiement du subside ou les indications exactes d'un compte. Dans le cas de formations continues de longue durée proposées par le Service de la formation continue (FCM), la déduction est directement effectuée au moment de la facturation pour les participantes et les participants provenant du territoire des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure.

III. Congés d'études

Art. 9 Formes et contenus du congé d'études

¹ En fonction de l'intérêt du service, la catéchète/le catéchète peut par exemple

- a) bénéficier des offres des services compétents en matière de formation continue de l'Eglise ou d'autres prestataires,
- b) suivre des cours et des séminaires auprès d'universités, Hautes écoles spécialisées/écoles supérieures spécialisées, d'académies ou d'instituts,
- c) accomplir des stages pratiques,
- d) travailler sur des projets,
- e) entreprendre des voyages d'études dans la mesure où ils sont liés à l'activité professionnelle,
- f) séjourner, pendant une partie du congé d'études, dans un monastère, un centre de méditation ou une communauté ou effectuer un pèlerinage.

² Ne sont pas admis

- a) les voyages purement touristiques,
- b) la collaboration dans des projets laissant transparaître une attitude de refus à l'égard de l'Eglise nationale.

Art. 10 Remplacement

¹ Un congé d'études requiert l'organisation d'un remplacement.

² Le taux d'occupation de la remplaçante ou du remplaçant ne doit pas nécessairement correspondre à celui de la catéchète/du catéchète à remplacer.

³ En lieu et place d'un emploi fixe avec un taux d'occupation déterminé, l'autorité préposée peut organiser un remplacement de cas en cas.

Art. 11 Subsidies

Les formations continues et les supervisions fréquentées durant un congé d'études bénéficient d'un subventionnement du même ordre que celui accordé dans le cadre habituel.

Art. 12 Marche à suivre

¹ La demande provisoire pour un congé d'études doit être présentée, au plus tard une année avant le commencement prévu à l'autorité préposée. Celle-ci examine si les conditions autorisant un congé d'études sont remplies.

² L'autorité préposée et la personne qui sollicite un congé conviennent lors d'un entretien de qualification les priorités thématiques du congé, la période retenue pour le congé ainsi le règlement de la suppléance.

³ L'autorité préposée fait parvenir les résultats de l'entretien de qualification au service de la formation continue.

⁴ Sur la base du canevas qui lui a été soumis au Service de la formation continue (FCM), la direction du secteur Catéchèse examine, dans le cadre d'un entretien avec la catéchète/le catéchète, si la planification détaillée du projet satisfait aux prescriptions de l'art. 5 al. 1 du règlement concernant la formation continue et de l'art. 9 de la présente ordonnance. Elle approuve le contenu du projet de congé d'études.

⁵ La prise de contact avec le Service de la formation continue (FCM) doit avoir lieu suffisamment tôt pour que ce dernier puisse présenter à l'autorité préposée une proposition d'approbation définitive, au plus tard quatre mois avant le début du congé d'études.

Art. 13 Rapport d'études

¹ Le rapport d'études décrit le déroulement du congé d'études et le bénéfice retiré sur le plan de la thématique étudiée, de la personne de la requérante ou du requérant et de sa conception de la profession ainsi que de son activité professionnelle dans un contexte déterminé. Il doit être remis à l'autorité préposée et au Service de la formation continue (FCM) au plus tard deux mois après la fin du congé d'études

² Au cas où l'autorisation du congé d'études a été liée à certains objectifs convenus, le rapport doit également rendre compte de leur observation.

³ Sur la base de ce rapport, le secteur Catéchèse établit si le déroulement du congé d'études tel qu'exposé correspond au projet prévu à la base et si le rapport satisfait aux exigences énoncées à l'al. 1. Il communique son appréciation au Service de la formation continue (FCM) ("rapport approuvé" ou "rapport non approuvé", dans ce dernier cas dûment motivée). Celui-ci informe l'auteure ou l'auteur du rapport et (avec une copie de la lettre) l'autorité préposée.

IV. Supervisions

Art. 14 Exigences posées à la superviseuse ou au superviseur

La conseillère ou le conseiller est une superviseuse ou un superviseur formé, en règle générale avec un titre reconnu.

Art. 15 Subsidés

¹ L'octroi de subsidés pour des supervisions est subordonné à la signature de l'autorité préposée, même lorsque la supervision a eu lieu en dehors du temps de travail.

² Les Eglises réformées Berne-Jura-Soleure subventionnent les supervisions à raison d'un maximum de 50 % des frais d'honoraires et tout au plus jusqu'à Fr. 500 par an.

Art. 16 Procédure

¹ Les catéchètes choisissent une superviseuse ou un superviseur. Au besoin, le Service de la formation continue (FCM) se tient à leur disposition ou à celle des autorités pour les conseiller.

² L'autorité préposée autorise la supervision.

³ La catéchète/le catéchète demande le versement du montant du subside (formulaire „Supervision“) chaque année jusqu'au 1^{er} décembre auprès du Service de la formation continue (FCM). Elle ou il y joint:

- une copie de la facture,

- une copie de la quittance du montant acquitté,
- un bulletin de versement pour le paiement du subside ou les indications exactes d'un compte.

⁴ En cas de supervision de groupe ou d'équipe, la demande de remboursement doit être effectuée individuellement.

V. *Dispositions finales*

Art. 23 **Entrée en vigueur**

L'ordonnance entre en vigueur le 1er janvier 2009. Les dispositions d'exécution du 10 janvier 2001 pour les formations continues de courte durée, pour les formations modulaires de longue durée, pour le congé d'études, pour les supervisions individuelles de même que pour les supervisions de groupe et d'équipe sont abrogées.

Berne, 15 octobre 2008

AU NOM DU CONSEIL SYNODAL

Le président: *Andreas Zeller*

Le chancelier: *Anton Genna*